

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PROMULGUÉS

#### ARRETE de PROMULGATION n° 2554 du 13 décembre 1977

Le Haut-Commissaire de la République dans l'Océan Pacifique, chef du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances,

Vu l'article 4 de la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances,

Après en avoir informé le Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 13 décembre 1977,

#### Arrête

Article 1er - Est promulgué dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

L'arrêté ministériel n° 2972 du 18 octobre 1977 portant classement de centres de réception radioélectriques exploités par l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

Article 2 - Le présent arrêté sera enregistré, communiqué où besoin sera et publié au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie.

Le Haut-Commissaire

J.G. ERIAU

#### ARRETE n° 2972 du 18 octobre 1977 portant classement de centres de réception radioélectriques exploités par l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie et dépendances

Le Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications,

Vu la loi n° 49-759 du 9 juin 1949 établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques et notamment son article 2,

Vu le décret n° 66-811 du 27 octobre 1966 portant transfert au Ministre des Postes et Télécommunications d'attributions du Ministre d'Etat en matière de Postes et Télécommunications dans les territoires d'outre-mer,

Vu l'avis du Comité de Coordination des Télécommunications n° 944/C.C.T du 29 juillet 1976,

Sur le rapport du Directeur Général du Bureau d'Etudes des Postes et Télécommunications d'outre-mer,

#### Arrête

Art. 1 - Les centres de réception radioélectriques de point 116 et Mont-Dore-Central (Nouvelle-Calédonie), exploités par l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, sont classés en première catégorie.

Art. 2 - Le Directeur Général du Bureau d'Etudes des Postes et Télécommunications d'outre-mer, le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et le directeur de l'Office des Postes et Télécommunications

de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera promulgué dans ce territoire.

Fait à Paris, le 18 octobre 1977

P. le Secrétaire d'Etat  
aux Postes et Télécommunications  
et par délégation,

Le Directeur de la Production,

Y. FARGETTE

#### ARRETE de PROMULGATION n° 2555 du 13 décembre 1977

Le Haut-Commissaire de la République dans l'Océan Pacifique, chef du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances,

Vu l'article 4 de la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances,

Après en avoir informé le Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 13 décembre 1977,

#### Arrête

Article 1er - Est promulgué dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie pour y être exécuté selon ses forme et teneur (1) :

L'arrêté du 13 octobre 1977 portant communication des créances de sécurité sociale à l'institut d'émission d'outre-mer.

Article 2 - Le présent arrêté sera enregistré, communiqué où besoin sera et publié au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie.

Le Haut-Commissaire

J.G. ERIAU

(1) : JORF du 24 novembre 1977 page 5512

#### Communication des créances de sécurité sociale à l'institut d'émission d'outre-mer.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer),

Vu la loi n° 77-461 du 2 mai 1977 relative à la déclaration aux instituts d'émission des cotisations dues aux organismes de sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer, et notamment son article 2,

#### Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le montant minimum des créances de cotisations que les agents des organismes chargés de gérer dans les territoires d'outre-mer les régimes législatifs ou réglementaires de sécurité sociale sont tenus de signaler à l'institut d'émission d'outre-mer est fixé, par débiteur, à 500 000 F CFP.

Art. 2. — Les créances visées à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sont arrêtées trimestriellement, sur la base des soldes débiteurs accusés le 15 du deuxième mois de chaque trimestre par les comptes individuels des cotisants, tels que ces comptes doivent être tenus en application des dispositions réglementaires ou statutaires applicables aux organismes susvisés.

Art. 3. — Les déclarations doivent être faites à l'institut d'émission d'outre-mer avant l'expiration du deuxième mois de chaque trimestre. Elles s'effectuent, par l'intermédiaire des agents des organismes chargés de gérer dans les territoires d'outre-mer les régimes législatifs ou réglementaires de sécurité sociale, auprès de l'agence locale de l'institut d'émission d'outre-mer dans la circonscription de laquelle se trouve le domicile du débiteur.

Art. 4. — Le directeur des territoires d'outre-mer au secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) et le directeur du Trésor au ministère de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de